

EDF: en route vers la catastrophe

transitionsenergies.com/edf-en-route-vers-la-catastrophe/

La rédaction

January 14, 2021



La production et la fourniture d'électricité sont des vecteurs essentiels du monde dans lequel nous vivons. Les pays qui ne connaissent pas une électricité abondante et bon marché sont à la traîne sur tous les plans, éducation, industrie, culture, économie... et l'avenir semble accélérer l'utilisation de l'énergie sous cette forme dans la plupart des activités humaines. À cet égard, la reconstruction de la France après la dernière guerre avec le programme du Conseil national de la résistance (CNR) avait une bonne vision en mettant en place EDF. Elle concentrait les compétences et les financements pour assurer un service universel de l'électricité avec le droit pour tout citoyen de recevoir l'énergie électrique quelle que soit sa localisation sur le territoire et au même prix que tous les autres. Hauts fonctionnaires, dirigeants, ingénieurs, techniciens ont donc bâti au cours des dizaines d'années qui ont suivi une entreprise performante qui a servi d'exemple à la plupart des pays.

Une électricité abondante et bon marché

Sous l'impulsion du général de Gaulle, le programme d'indépendance nationale s'est structuré, d'abord avec la bombe atomique, puis l'utilisation civile de la physique nucléaire avec des centrales électriques qui ont fini par assurer 75% de la consommation électrique

nationale avec la possibilité d'exporter aux pays voisins une énergie abondante et bon marché. C'est un des grands succès de la France qui à la fin du siècle dernier était, avec ses 58 réacteurs nucléaires, au sommet de la compétitivité pour l'ensemble de ses installations électriques avec, en plus du nucléaire, une excellence dans l'hydroélectricité et dans les centrales thermiques, charbon, fioul, gaz.

Les plus vertueux en terme d'émissions de gaz à effet de serre

EDF était ainsi une des premières sociétés mondiales avec un potentiel technique exceptionnel et des experts connus et reconnus dans tous les pays, on nous envoyait partout d'avoir construit un outil remarquable. L'idée avait été de disposer d'un service public centralisé gérant l'ensemble de la filière et il n'y avait pas, à l'époque, de considérations sur le climat. Mais lorsque le débat sur le réchauffement climatique et les gaz à effet de serre est apparu, notre appareil électrique faisait de nouveau des jaloux puisque les centrales nucléaires n'émettent pas de CO₂. Nous étions ainsi, avec le nucléaire et l'hydraulique, les plus vertueux en termes d'émissions!

Et pourtant, tout au long des vingt dernières années, nous avons déconstruit EDF et nous sommes désormais au bord de la catastrophe : les plus anciens ont pris leur retraite et sont dégoûtés, les plus jeunes se demandent vers où va leur entreprise qui se démantèle de jour en jour sous la pression des règlements européens et des idiots utiles nationaux, administrations, écologistes, et politiciens fâchés depuis longtemps avec la science et l'industrie.

Un outil détruit par vingt ans de lâchetés et de compromissions

Dès le départ des travaux de la Commission européenne, on a commencé à s'interroger sur la concurrence et ces services publics à la française irritaient la technocratie ambiante bercée par la théorie libérale. Si les administrations françaises n'ont pas résisté à la pression des Allemands et des Britanniques, c'est que EDF apparaissait pour beaucoup un État dans l'État et que ces coups de boutoir supranationaux permettaient de piquer un peu le mammoth arrogant. On a donc laissé faire ceux qui voulaient faire de l'électricité un produit comme un autre avec un marché et de la concurrence, il fallait arriver à séparer les activités de production de celles de transport et de distribution. Au bout de plus de vingt ans de combats contre EDF, on a donc ainsi permis la constitution de trois entités «indépendantes», EDF, RTE (transport, réseaux) et Enedis (distribution) avec une concurrence dans le métier de production en confiant des centrales hydrauliques ou thermiques à d'autres acteurs qu'EDF.

Mais de lâchetés et de compromissions, on est allé encore plus loin, la production nucléaire étant centralisée et maintenue comme telle pour des raisons de sécurité et de sûreté, on a contraint EDF à vendre une partie de sa production à ses concurrents à un prix d'ami pour permettre à ceux-ci de lui faire concurrence! Idée technocratique exceptionnelle, comme la concurrence ne va pas de soi, on la bâtit sur un affaiblissement du producteur... propriété de l'État. C'est le scandale de l'Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique): plutôt que de faire profiter le client et le contribuable des efforts réalisés par

sa société nationale, on permet à des sociétés qui n'ont jamais investi dans ces centrales d'en tirer bénéfice au nom de Sainte Concurrence et de Sainte Commission européenne! Hypocrisie aussi de l'administration française, bien décidée à affaiblir la puissance d'EDF.

Une stratégie de renouvelables coûteuse, sans base industrielle nationale et sans impact sur les émissions de CO₂

Mais comme si cela ne suffisait pas l'écologie politique s'est mise en marche. Elle a été bâtie en France à partir d'un noyau antinucléaire et n'a pris qu'avec un biais idéologique le problème de l'environnement. Elle s'est engouffrée dans les énergies «propres», «nouvelles», «vertes» avec un enthousiasme inégalable, et après avoir fragilisé le secteur nucléaire –arrêt de Super Phénix en 1997 par la gauche plurielle– elle s'en est prise aux énergies fossiles et aux centrales à charbon françaises qui fonctionnaient seulement quelques heures dans l'année.

Le Grenelle de l'Environnement en 2007 a lancé les énergies nouvelles en France en prétextant de notre «retard». Il n'y avait aucune nécessité à accélérer un programme qui coûtait cher, sans support industriel national, et qui mettait en difficultés le fonctionnement de réseaux stabilisés par une base nucléaire à la gestion facile. Cette orientation a coûté très cher comme la Cour des comptes ne cesse de le dire et le client-contribuable a déjà vu sa note d'électricité bondir de 25% malgré un apport très faible de ces énergies. Les centrales solaires et éoliennes sont prioritaires, elles sont intermittentes puisque dépendantes du vent et du soleil, elles entravent ainsi la gestion stabilisante des centrales nucléaires et fragilisent le réseau dans son ensemble. La poursuite engagée de ce programme de construction est mortelle pour le pays qui va voir sa note d'électricité encore bondir, mais aussi pour EDF qui voit ses liquidités fondre à vue d'œil et qui se déleste d'actifs qui lui fournissaient des rentrées indispensables.

Les dirigeants du pays veulent-ils la mort d'EDF?

Cerise sur le gâteau, la fermeture de la centrale de Fessenheim décidée par le candidat à l'élection présidentielle en 2012 pour des raisons électorales et finalement obtenue en 2020. Décision absurde ou scandaleuse privant EDF d'un outil amorti et performant au moment où les difficultés s'amoncellent. On annonce aussi la fermeture d'autres unités et on oublie de décider la mise en œuvre d'un nouveau programme. Si on souhaite la mort d'EDF, il vaut mieux le dire, mais elle est en route car une entreprise, ce n'est pas seulement des machines qui produisent, des outils, c'est d'abord un personnel à la fois compétent et motivé qui a envie de servir, d'être utile à la collectivité de fournir en l'occurrence une électricité abondante et bon marché aux Français. Toute la grande maison sait désormais que ce souci n'est plus partagé par les dirigeants du pays, que le bien commun représenté par EDF est ou va être dilapidé pour des raisons idéologiques et d'autres encore moins convenables.

Le démantèlement progressif, les fermetures annoncées, les programmes d'éoliennes en mer imaginées sur tout le littoral –plus d'une centaine– vont dans le même sens, celui de la satisfaction d'une concurrence effrénée au détriment du client contribuable et de son

environnement. Car ce que l'on fait au nom de l'écologie, c'est l'inverse des intentions verbalisées, on oublie les paysages, on n'a que faire de la faune et de la flore, on se fiche de la biodiversité, on pleure sur les coraux à Tahiti et on oublie nos merveilles en eau froide, nos cathédrales des mers! On a ainsi sacrifié une de nos plus belles entreprises aux appétits des uns et des autres, mais surtout on a aidé nos concurrents à nous affaiblir. Cela sera définitif si le programme Hercule soutenu par les banquiers et la Commission européenne voit le jour : un nucléaire 100 % étatique indépendant de tout le reste des sociétés électriques !

Pour défendre le bien commun –la République–, il faut un sursaut, une réflexion, une détermination. Avant d'aller plus loin dans les investissements, en particulier les éoliennes en mer, il faut se mettre d'accord sur l'objectif : fournir une énergie électrique abondante et bon marché, et non chère et intermittente. Ensuite, il est nécessaire de redonner une définition du service public universel. Enfin il y a un corps social industriel, technique et scientifique qui va poursuivre sa tâche dans les trois entités, EDF, RTE, Enedis. Il faut resserrer les liens et non les distendre, car c'est ainsi que pourra être poursuivie la politique d'excellence des derniers soixante-dix ans qui avait mis l'électricité française au premier rang international.

Par Loïk Le Floch-Prigent